

Réponse à la consultation de recherche PUCA-Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable, de la Mer :

« **La citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité** »

Résumé du rapport de recherche

RESSAISIR LA CITOYENNETÉ AUX BORDS DU POLITIQUE

Expériences marginales et expériences instituées de participation politique à l'épreuve des projets de rénovation urbaine dans trois pays : Catalogne, France et Québec

MAPA - D 07 25

Organisme porteur de l'offre :

GROUPE RECHERCHE ACTION (GRAC), association loi 1901, Lyon

Responsables scientifiques :

Rémi ELIÇABE

Amandine GUILBERT

Anne-Sophie HAERINGER

Yannis LEMERY

Laetitia OVERNEY

Octobre 2009

1. INTRODUCTION

Notre proposition a consisté à expliciter sociologiquement les formes d'expression et d'action politiques d'acteurs qui, institutionnellement, n'ont pas part à la chose publique, parce que considérés comme incapables de contribuer à la définition du monde commun. « Simples habitants », « marginaux », « militants radicaux », « migrants en situation irrégulière »... toute une foule d'acteurs réputés en partie incompetents ou invisibilisés dans le champs des dispositifs de la politique classique, mais qui pour autant participent politiquement à la transformation des usages de la ville. Il s'agit ainsi de s'intéresser à un *ordinaire* de la politique, autrement dit à des expériences qui ne se donnent pas à voir dans des lieux labellisés comme politiques, à des formes de lutte et de critique déployées aux bords du politique pour faire pièce aux grands projets d'aménagement définissant un processus massif de métropolisation des espaces urbains contemporains.

Nous nous sommes ainsi attachés à des formes de « citoyenneté » qui engagent de la conflictualité. Il ne s'agit pas en effet seulement de décrire l'intelligence et l'inventivité dont font preuve les acteurs pour s'occuper de leurs problèmes et de ceux des autres, mais de prêter attention à la manière dont la politique fait effraction, mettant ainsi en cause le cours ordinaire des choses. L'enquête s'est focalisée particulièrement sur des entreprises de *radicalisation* politique : expression d'une critique radicale des processus de gentrification ou d'embourgeoisement mettant à mal les quartiers perçus comme milieux de vie ; mais également mises en actes, mises en gestes de cette critique.

Si ces deux logiques d'ordinarisation et de radicalisation de la politique peuvent sembler antinomiques, elles n'en sont pas moins articulées dans la pratique par certains des collectifs avec lesquels nous avons travaillé dans le cadre de la recherche. Et la saisie de cette composition entre ordinaire et radicalité, qui peut passer en particulier par le brouillage de la disjonction entre la figure de l'habitant et celle du militant a constitué un des principaux enjeux de l'enquête.

En termes méthodologiques nous avons procédé principalement par observations et entretiens, dans une perspective d'inspiration pragmatique et microsociologique, visant à décrire les formes politiques qui s'inventent à même le cours ordinaire des choses. Six terrains ont été explorés sur ce mode : à Montréal (analyse des formes et enjeux de l'Opération Populaire d'Aménagement et du projet de Centre Social Autogéré du quartier Pointe Saint-Charles), à Barcelone (retour principalement sur les initiatives politiques en lien avec l'occupation de Magdalenes), à Toulouse (où l'enquête s'est centrée autour du lieu occupé des Pavillons Sauvages), à Marseille (travail de recensement et de description des acteurs impliqués dans la remise en cause publique des opérations de rénovation du centre ville et en particulier du projet Euromed). Sur un mode plus mineur, nous nous sommes intéressés aux séries d'occupations qui ont donné une consistance au mouvement squat à Saint-Etienne, et aux

formes d'affirmation politique d'une vie de quartier notamment sur les pentes de la Croix Rousse à Lyon.

2. CONTRE POLITIQUE DE LA VILLE

2.1. Critique des grandes opérations d'aménagement urbain

Sur l'ensemble des terrains, les collectifs rencontrés déploient un travail de remise en cause publique des politiques de réaménagement urbain. Cette critique se manifeste par toute une production « documentaire » : fanzines, mémoires, textes d'analyse diffusés sur Internet, détournements de bulletins d'information municipaux. Ces documents manifestent l'affirmation d'une contre-expertise et ils articulent la critique des phénomènes de métropolisation selon quatre axes : cette critique repose d'abord sur une *dynamique de dévoilement* des « véritables enjeux » des projets, des intérêts cachés des acteurs en présence, etc. ; elle emprunte ensuite au schéma classique de la *critique sociale* (dénonçant les inégalités sociales produites et reproduites par les projets de réaménagement et les processus de gentrification qu'ils induisent) ; sur un troisième plan les critiques mises en jeu mettent en cause les *atteintes au milieu de vie*, l'impact des opérations de rénovation sur les formes d'existence dans la ville et les liens d'usages, de familiarité qui les sous-tendent ; enfin la critique de la rénovation urbaine engage une *critique des dispositifs de concertation ou de participation* tant dans leurs formes (peu de moyens pour la contre expertise, absence de prise en compte de l'ordre des usages) que dans leur principe (dénonciation du consensus que les dispositifs de concertation s'attachent à maintenir pour masquer les litiges irrémédiables entre riches et pauvres, dominants et dominés, etc.). Le propre de la radicalité est ici de réintroduire publiquement du conflit entre les intérêts et les forces en présence.

Cette critique présente encore la particularité de ne pas rester cantonnée dans l'ordre du discours, elle appelle à des mises en actes : des *mises à l'épreuve* qui permettent dans le déploiement de compositions pratiques de charger les énoncés critiques d'une force de réalité (comment éprouver effectivement la transformation de la ville, comment y répondre localement) ; des *traductions pratiques*, quand le travail d'analyse débouche sur des objets interfaces avec le domaine de l'action publique (des modes d'emplois, des fiches pratiques pour faire pièce à la « violence immobilière », des outils d'organisation collective « contre la pression des promoteurs ») ; des *passages à l'acte* qui permettent d'opposer une configuration sensible de la ville à une autre, inscrivent la lutte et la critique dans la ville, aux lieux précisément des opérations d'aménagement (c'est le sens des manifestives ou street party, des tags et autres affichages, qui se démultiplient au travers de nos différents terrains). La question de la mise à l'épreuve a été documentée principalement à partir du terrain marseillais et l'approche des traductions pratiques s'est faite en référence aux « ateliers contre la violence immobilière » mis en place à Barcelone. Pour l'approche des inscriptions du type tags ou des pratiques d'affichage sauvage on se réfère, pour ancrer d'avantage l'analyse, aux terrains québécois et lyonnais.

2.2. De la critique au contre projet

Potentiellement confrontés à l'accusation de « n'être que dans la critique », les acteurs

rencontrés sont tenus d'opposer aux politiques de métropolisation une autre positivité, un autre modèle de la ville, et surtout des formes de réalisation effectives pour cette autre figure de l'urbanité (sans quoi ils pourraient être disqualifiés comme des purs utopistes). Ces expérimentations peuvent parfois prendre des tours extrêmement formalisés, comme c'est le cas à Montréal où l'Opération Populaire d'Aménagement (OPA) entreprend de répondre terme à terme, et quasiment sur le même plan, aux projets de la municipalité et des grands promoteurs privés.

L'initiative résulte d'un constat : les dispositifs institutionnels de concertation proposés par la Ville de Montréal sont insuffisants. La place faite aux habitants est limitée : ceux-ci ne peuvent participer qu'en déposant un « mémoire », et, *in fine*, les décisions prises sont du ressort des politiques et tiennent assez peu compte des recommandations faites dans ces documents. Ce sont donc les experts, auxquels les pouvoirs publics font appel qui tiennent les rennes du dispositif de sorte que la politique ainsi pratiquée est d'abord gestionnaire. Elle se contente de faire avec la gentrification là où Action Gardien (coordination de groupes communautaires à l'initiative de l'OPA) défend une politique qui prenne d'abord en compte à la fois la population locale et les usages locaux.

À travers l'OPA se dessine la figure du/de la « citoyenNE en mode proposition ». Cette figure combine les attachements et la connaissance intime du quartier que l'on prête au « résidant » avec une capacité à faire entendre et reconnaître des propositions par les pouvoirs publics (capacité classique du citoyen argumentant de manière raisonnée et raisonnable). Le dispositif de l'OPA doit ainsi permettre de ressaisir les usages familiers au format du plan et de la carte projetant, depuis les pratiques actuelles, les usages possibles d'un quartier. Cette transfiguration en passe par la convocation d'experts, essentiellement des architectes mais en leur attribuant une place bien spécifique : les experts restent les simples instruments au service des résidants, ils ne doivent pas intervenir dans la définition des problèmes et des enjeux inhérents à la réhabilitation du quartier.

Au-delà du projet, certains acteurs du quartiers dont un groupe libertaire local ont pris l'initiative, pour ne pas rester au plan du virtuel, d'engager une réalisation concrète, immédiate et sans l'appui des pouvoirs publics : cette action au long cours (le projet s'est projeté sur plus de 2 ans) devait se traduire par l'occupation d'un bâtiment et l'installation d'un Centre Social Autogéré, à disposition des habitants du quartier.

3. DE LA POLITIQUE MISE EN LIEU

3.1. Les squats : espaces d'expérimentation, d'exemplarité et d'exception

Le cas du CSA Montréal indique bien comment l'opération de mise en lieu permet de résoudre à la fois le problème de l'effectivité de la critique et d'assurer une forme de positivité aux contre politique de la ville. Si les opérations de réaménagement urbain en passent par des réalisations architecturales et la construction d'édifices clé, les contre politiques de la ville engagent également des prises de territoire et l'ouverture de lieux spécifiques, souvent dans les interstices de la métropole (occupation et transformation de friches industrielles, de bâtiments ou d'immeubles inoccupés, laissés à l'abandon). Ces espaces sont de ce fait directement concernés par les politiques de requalification. Leur

défense peut en passer par des mobilisations qui donnent à voir et font valoir une autre conception de l'ordre urbain, non moins logique, non moins experte que celle défendue par les aménageurs institutionnels.

La convocation des différents lieux (le CSA à Montréal, les Pavillons Sauvages à Toulouse ou encore le squat Magdalenes à Barcelone) nous permet de mettre en évidence combien ils constituent chaque fois des espaces d'expérimentation au lieu du problème (dans des quartiers concernés par la gentrification pour Montréal, Toulouse et Barcelone, dans des friches laissées à l'abandon pour Toulouse) ouverts le plus souvent sur le mode de l'effraction (l'occupation sans droit ni titre venant redoubler la sortie des canaux officiels de la représentation politique ou de l'expression publique). Cette dynamique spécifique de la mise en lieu implique aussi une sortie du modèle classique (en matière de politiques publiques) du plan ou du projet prédéfini et à mettre en œuvre. Ici au contraire les projets font preuve d'une ouverture radicale à la contingence. Pour les acteurs rencontrés, « ouvrir un lieu c'est ouvrir des possibles », autrement dit créer une disponibilité à l'événement, aux rencontres imprévues et redéfinir de là les formes et les enjeux de la politique.

D'après la conceptualisation proposée par A. Micoud : les « hauts lieux » se caractérisent par leur exceptionnalité (des squats qui s'inscrivent dans la durée du fait d'une faille juridique ou d'une situation de crise dans la politique locale), par leur dimension expérimentale (autogestion pour des habitants sans droits ni titres, coexistence de logements, d'équipements culturels, d'espaces verts ouverts en permanence...) et par leur exemplarité (des lieux qui *emblématisent un possible*, celui d'une « alternative écologique, sociale et culturelle » à la métropolisation). C'est cette spécification que nous avons essayé de mettre à l'épreuve dans le cas des Pavillons Sauvages à Toulouse : une ancienne caserne occupée par des précaires depuis l'été 2007 pour répondre à des problèmes immédiats de logement et tenter d'enrayer certaines dynamiques urbaines à l'œuvre dans le quartier alentour : gentrification, aseptisation, résidentialisation.

La prise de consistance du collectif, allant de pair avec une reconfiguration progressive du lieu, s'est opérée dans le sens d'une ouverture complète sur le quartier, avec pour objectif de le rendre « aux gens du coin », d'en libérer l'usage public. Malgré le caractère illégal de l'initiative, la décision est prise de laisser le lieu intégralement accessible, et notamment ses jardins qui sont en permanence ouverts sur la rue. Et de là, pour tous les acteurs rencontrés, la magie opère, du fait du caractère proprement exceptionnel des Pavillons Sauvage : « les choses se font presque d'elles-mêmes », une multiplicité d'activités se combinent (crèche, jardinage et concerts punks), des temporalités se télescopent de sorte que le lieu se trouve saturé de sens et d'initiatives, à la fois square écologique, salle de concert, lieu associatif, espace de vie collective, centre social informel, accueil de jour, logements improvisés... Cette possibilité tient à l'ouverture radicale du lieu : à la fois en ce qui concerne le collectif d'habitants (quiconque peut s'y trouver intégré à partir d'une simple visite), le public accueilli (n'importe qui, ou encore des « gens qui viennent zoner » et n'ont pas vraiment de place ailleurs), ou les activités possibles (toute proposition est acceptée sans sélection formelle).

L'ouverture du lieu, qui implique un double risque de normalisation ou d'exposition à la folie complète, provient de ce que l'espace des Pavillons Sauvages se définit d'abord par l'usage qui en est fait, comme « un grand terrain de jeu ». Les Pavillons Sauvages constituent un lieu expérimental moins au sens d'un laboratoire que comme l'espace d'essais répétés, modifiant sa physionomie au coup par coup. L'ouverture c'est la condition pour définir un espace d'apprentissage « de la liberté », le lieu d'une émancipation qui engage dans un deuxième

temps une critique politique « du capitalisme et des aberrations du système ». Le jeu, la créativité même, les capacités qui se découvrent sont investis d'une signification politique indépendamment de tout « message » ; comme si la politique même pouvait être rapatriée au plan pratique. L'ambition de construire un « lieu didactique » engage bien enfin une volonté d'élargissement, une contamination. L'enjeu est de combiner l'« énergie », l'inventivité liées aux pratiques radicales, et une ouverture, une connexion aux « autres gens » : à n'importe qui. L'extension possible provient de la multiplicité des initiatives qui peuvent être accueillies dans le lieu et qui permettent de capter tous ces réseaux qui font de Toulouse un « village ». Les Pavillons Sauvages, comme haut lieu, présentent cette étrange fonctionnalité : redimensionner la ville, et permettre une politisation non plus sur le mode de la montée en généralité mais plutôt de proche en proche.

3.2. Recomposer le territoire

Les « hauts lieux » sont, en tant que tels, loin d'être clos sur eux-mêmes. Ils font référence et circulent comme des expérimentations à reproduire ou décliner ; surtout les pratiques qui s'y déploient les débordent largement. D'ailleurs les mises en actes critiques et les tactiques de résistance à la métropolisation en passent par des échelles différentes qui peuvent excéder ces espaces spécifiques : le lieu certes mais aussi le quartier, la ville, à configurer comme territoire accueillant.

Circulant à nouveau à travers nos différents terrains, nous avons essayé d'abord de mettre en évidence les différentes modalités de débordements et de sortie des lieux : en considérant cette fois les entours des Pavillons Sauvages ; en revenant sur le processus d'installation du CSA Montréal dont le projet s'est d'abord distribué pendant un an dans différents lieux du quartier (projections dans des parcs, cantines accueillies dans les locaux de groupes communautaires, etc.) avant la tentative d'occupation proprement dite. Les repas de quartier mensuels organisés par l'association « Tiens bon la pente » à Lyon, sur les pentes de la Croix Rousse, engagent une mise en lieu particulière au sens du déploiement d'un espace public spécifique, ouvert à la flânerie, aux attroupements festifs, à la récup' collective (les repas ont lieu en même temps que le dépôt de la benne à encombrants et donnent lieu à la mise en place de zones de gratuité où les objets plus ou moins usagers peuvent s'échanger, se donner, etc.) : autant de modalités pour redéfinir les sociabilités de voisinage.

La Métropole, si on suit les énoncés critiques des acteurs, c'est le nom d'une certaine production politique de l'espace urbain. Les contre politiques de la ville visent à en faire exister ou persister d'autres versions, inventer de nouvelles configurations, réinventer la ville ou le quartier. Tout le travail mené avec les « voisins » dans le cadre de la « Xarxa Ciutat Vella », à Barcelone, permet de documenter particulièrement ces tentatives.

Les contre propositions qui nous intéressent s'élaborent depuis un territoire ou un milieu de vie mis à mal par les projets de rénovation urbaine et il s'agit, dans l'action, de leur donner une consistance. Il apparaît alors que la production de ces espaces comme habitables et habités, leur redéfinition depuis les usages de ceux qui y vivent requièrent, en plus de leur occupation ou d'une présence au lieu, la convocation d'outils capables de les stabiliser. Si la géographie et l'histoire apparaissent comme les disciplines *ad hoc* pour des pouvoirs publics soucieux de légitimer leur assise en même temps que les contours de l'espace sur lequel se déploie leur autorité, elles sont également convoquées, à quelques aménagements près, par celles et ceux qui entendent faire exister d'autres territoires. C'est pourquoi nous avons interrogé spécifiquement la manière dont les acteurs rencontrés se font cartographes ou

historiens, comment ils déploient tout un travail de mise en carte et de mise en histoire des espaces qu'ils investissent (travail que nous avons particulièrement détaillé pour les terrains de Lyon, Montréal et Barcelone).

4. DYNAMIQUES DES ENGAGEMENTS

4.1. Dimensions du déconfinement : la radicalité à l'épreuve de l'ordinaire

Cette partie permet de rendre compte à la fois des processus de transformations identitaires à l'œuvre sur les différents terrains (comment les différents acteurs bougent) et, dans le même mouvement des nouvelles capacités, des nouveaux savoirs qui se découvrent ou s'élaborent dans la lutte, au travers des configurations inédites qui se créent localement, etc. Le déconfinement produit un trouble dans l'ordre des places assignées, notamment en brouillant le partage classique entre habitant et militant.

Un certain nombre de compétences acquises dans le parcours des militants se trouvent réinvesties dans l'action au sein des quartiers ou en lien avec les luttes d'habitants : il peut s'agir de compétences critiques, liées à des travaux d'analyse antérieurs et plus ou moins sédimentés (la critique globale du capitalisme à mettre à l'épreuve de réalisations concrètes et locales), de compétences plus pratiques liées à la débrouille, acquises lors d'expériences d'autogestion et d'autonomie matérielle temporaires. « Occuper le quartier » ou « vulgariser l'occupation » à travers les expériences du « réclame ta pointe » à Pointe Saint-Charles ou du projet PHRP à Barcelone, consiste chaque fois à ouvrir des espaces expérimentaux mais en plein air, où mettre en pratique et diffuser ces compétences. Tous ces savoirs faire et ces pratiques sont engagés également dans le cadre des luttes locales (autour du « Forat de la Vergona » à Barcelone ou du projet de casino à Montréal), des temps de mobilisation qui reconfigurent les attachements entre les différentes entités du quartier et constituent des temps forts, des expériences marquantes pour les « habitants » comme pour les « militants ».

Les tactiques radicales d'action directe opèrent sur un plan similaire à celui des luttes communautaires dans la mesure où tous les acteurs en présence sont concernés par la même mise en cause du quartier. Cette pragmatique commune ouvre des possibilités d'alliances en même temps qu'elle génère des tensions. La radicalité, en tant que positionnement politique, est alors mise à l'épreuve. Sa définition est travaillée sur ses deux bords, le bord externe de l'institution communautaire (qui traite avec et souvent dépend des pouvoirs publics) et le bord interne lié à sa propre définition parmi les radicaux (dénonciation des collusions, de la tentation de l'institutionnalisation, etc.).

En deçà de ces dynamiques de transformations, du fait de l'action concertée entre différentes instances, c'est un rapport commun à la ville, un sens partagé de la ville qui se fabrique progressivement. Pour tous les acteurs des collectifs que nous avons rencontrés, l'expérience politique n'est pas dissociable d'une expérience quotidienne qui se forge dans la fréquentation d'un espace partagé : l'ordinaire de la vie-de-tous-les-jours, le chez-soi, la rue, la place d'à côté. L'engagement public s'élabore depuis ce premier partage, depuis un lieu commun, et ses configurations sensibles propres. De là s'ensuit un brouillage identitaire fondamental qui vient

défaire sur tous nos terrains la disjonction entre acteurs radicaux et groupes communautaires, entre militants et habitants, etc.

En vertu de ces dynamiques spécifiques à la fois les radicaux sortent des codes imposés, des évidences de la radicalité voire de leur folklore, à la fois les habitants retrouvent une force de proposition, une voix, une capacité d'énonciation et même plus une intelligence des processus urbains qui leur était niée dans les dispositifs institutionnels.

4.2. Expositions publiques et logiques d'institutionnalisation

Sur nos terrains les acteurs entretiennent des rapports diversifiés à l'institution (et cette diversité apparaît clairement si on considère la distributions des acteurs critiques pour le seul terrain marseillais, entre un pôle quasi institutionnel avec l'association « un centre ville pour tous » et un pôle nettement conflictuel avec les « jeunes radicaux »). Schématiquement deux positions irréductibles peuvent être dégagées : la première consiste en une position anti-institutionnelle faite d'hostilité, ou de l'ordre d'un non rapport (étrangeté intégrale) ; la seconde position type peut être qualifiée de contestataire, elle engage un rapport critique, de défiance, parfois conflictuel mais pour lequel les acteurs à un moment ou l'autre en passent par les pouvoirs publics qui, inversement, reconnaissent l'existence de ces collectifs comme interlocuteurs ou du moins comme des acteurs publics

Le CSA Montréal et l'expérience de Magdalenes à Barcelone constituent deux cas limites, des configurations hybrides qui viennent compliquer cette première typologie : à la fois les acteurs dans les deux cas critiquent radicalement le rôle des pouvoirs publics dans les processus de métropolisation des espaces urbains et en même temps ils entretiennent des rapports stratégiques avec l'institution (soit directement, soit du fait de leurs jeux d'alliances avec des partenaires proches du monde institutionnel).

Les Pavillons Sauvages constituent un autre cas de figure notable, dans la mesure où cette expérience se trouve engagée dans un véritable processus d'institutionnalisation. L'enjeu consiste à ressaisir la dynamique actuelle de modification des acteurs et des pratiques impliquée dans cette phase : quelles sont les transformations du côté des acteurs institutionnels (comment se modifie le repérage institutionnel, leurs perceptions sur ces pratiques d'expérimentations sauvages ? comment faire avec ? quelles sont les modalités envisagées pour encadrer l'initiative au départ autonome ?) comme du côté des habitants et des participants aux expériences en question (quelles modifications dans la pratique, dans la composition même des collectifs engagés ?). On peut parler d'un processus croisé d'ensauvagement des institutions (la municipalité se met à procéder à tâtons, sur le mode de la zone grise sans formaliser ou officialiser son action en coopération avec les acteurs des Pavillons) et de domestication de l'expérience sauvage (net renforcement de la part instituée et du poids des associations notamment, normalisation relative de ses habitants, etc.).

Tout le dilemme repose sur le problème délicat de l'étayage de ces formes innovantes, du type d'accompagnement institutionnel pour « l'aventure » en cours et sa dynamique collective, ou encore sur les modalités de mise en place d'une « démocratie participative » qui permette de consolider les expériences risquées sans les normaliser tout à fait et dès lors réduire justement leur puissance d'innovation et leur charge d'effraction.

5. CONCLUSIONS

Au terme de notre parcours de recherche ce qui frappe d'abord c'est l'ampleur du terrain parcouru : six sites répartis dans trois pays, une dizaine de collectifs rencontrés, des expériences qui se démultiplient à mesure qu'on sollicite les références des acteurs ou qu'on essaie de retracer un peu « l'histoire des luttes »... L'intérêt de cette extension à la fois de l'objet du réseau de la recherche consiste en ce qu'il permet de déspecifier et dénaturiser des notions communes (citoyenneté, participation), de prendre la mesure de la transversalité du phénomène de métropolisation et de la multiplicité des initiatives que ce phénomène suscite en contre, et enfin de donner des prises aux acteurs qui sont en recherche justement de références circulantes, d'expérimentations à répéter, décliner, etc.

Prendre au sérieux le motif de la « citoyenneté urbaine » sur tous ces sites a impliqué pour nous de ressaisir comment la qualité politique des acteurs se trouve mise à l'épreuve différemment sur chaque terrain, en fonction des expériences de la ville qui s'y trouvent spécifiquement mobilisées. L'usage de la notion de citoyenneté n'est pas le seul apanage des sociologues, et les collectifs rencontrés travaillent déjà, dans la pratique, à nouer ensemble la question des capacités politiques à celle des formes de participations à la vie urbaine. Au terme de notre travail, il est possible de mettre en évidence trois grands cas de figure de la citoyenneté. Dans le premier cas, la citoyenneté urbaine renvoie à des formes de participation politique communautaires, stabilisées dans l'activité de groupes spécifiques (associations de « vecinos », groupes communautaires, associations de quartier). Le second cas de figure renvoie au motif d'une citoyenneté incarnée, une citoyenneté inséparable d'une sociabilité urbaine spécifique (celle de la place du marché, de la vie de quartier) et qui emprunte à des grandes formes tutélaires, à toute une généalogie démocratique (depuis l'agora grecque jusqu'aux formes de démocratie directe des conseils ouvriers...). Dans le dernier cas de figure, la citoyenneté fonctionne comme une figure repoussoir, à déborder, pour précisément retrouver des prises pour l'action politique, là où les dispositifs classiques de la participation semblent tourner à vide. Cette posture correspond aux modalités d'un engagement politique radical, qui déborde les médiations institutionnelles et tire de là son efficace ou son sens politique.

La pertinence analytique du concept de citoyenneté urbaine se trouve brouillée du fait de ces variations ; mais cette notion présente l'intérêt de faire porter une charge problématique quant au couplage liant les deux ordres de la citoyenneté et de l'urbanité, couplage qui est au centre des opérations engagées par les acteurs pour définir les contours d'une autre politique de la ville à partir d'usages contrevenants ou polémiques (la récup' sur les marchés contre l'hygiénisation et la mise aux normes systématique de la vie publique, le vélo contre le « tout voiture », les rassemblements festifs ou oisifs contre le flux productif).

Ces formes de participation et d'expressions publiques, toutes locales ou situées qu'elles soient, prennent en charge des grands enjeux politiques ou en tout cas souscrivent à certaines grandes déterminations qui les instituent en phénomènes politiques à part entière, leur confèrent une valeur indéniablement politique. Cette charge politique peut être déclinée schématiquement sous cinq aspects pour finir :

Premier aspect/charge politique : les acteurs, sur nos différents terrains, s'affrontent à la logique policière embarquée dans les processus de métropolisation (de la prévention situationnelle à la simple mise aux normes de l'espace public).

Deuxième aspect/charge politique : les pratiques visant la mise en cause des grands projets

de réaménagement urbain permettent l'affirmation ou l'expression d'une part des sans parts (sans abris, sans papiers, précaires...).

Troisième aspect/charge politique : les contre politiques de la ville engagent des formes renouvelées de solidarité et de coopération qui s'inventent sur le mode de l'auto-organisation en fonction des nécessités économiques, sociales ou culturelles.

Quatrième aspect/charge politique : les expérimentations qui doivent faire la preuve d'une possibilité de vivre autrement dans la ville esquissent aussi les contours d'une éco-citoyenneté urbaine (prise en charge non institutionnelle des problématiques environnementales en ville).

Cinquième aspect/charge politique : l'affirmation d'une capacité d'innovation sociale et politique ; par opposition à une tendance à la normalisation dans tous les domaines de la vie, notamment de la vie publique, les formes expérimentées ouvrent des possibilités nouvelles d'articulation, de participation à la chose publique, au débat public.